

## Compte-rendu du rassemblement du 2 mai 2016



Le lundi 2 mai dès 8h30, plus de 90 agents des Finances Publiques se sont mobilisés devant le Centre des Finances d'Orléans Coligny à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-CFDT-CFTC.

Face à la mobilisation des personnels (agents), la Direction a préféré fermer le Centre au Public, non pour empêcher les usagers de rentrer, mais du fait que l'accueil ne pouvait manifestement pas être assuré par les quelques cadres ne participant pas à l'action collective.

Nous avons déjà interpellé le Directeur Régional le 25 mars dernier, lors de l'envahissement du Comité Technique Local, sur la situation alarmante dans les services. Aucune réponse n'a depuis été apportée à nos revendications.

Néanmoins, nous demeurons résolus à ne rien lâcher. Nous continuerons à agir et à nous faire entendre pour :

- **maintenir un service public de proximité et de qualité**
- **obtenir les moyens de fonctionner,**
- **garantir l'égalité de traitement des usagers.**

**Nous revendiquons dès à présent:**

- **La création de 25 postes C et de 25 postes B dans le département.**
- **L'arrêt des restructurations et le maintien des trésoreries, SIP, SIE.**
- **Pas de réduction du nombre de RAN dans le Loiret.**
- **L'arrêt des détachements sauvages en vigueur dans le département.**

Nous avons trouvé auprès des usagers présents sur le site de Coligny bien plus de considération pour la mission de service public de la DGFIP que n'en témoigne notre DRFIP.

Nous avons pu communiquer avec la presse locale sur les vraies conditions d'accueil des usagers et la détérioration programmée de l'accès à notre service public avec le développement de "l'e-administration".

Au mouvement du 1er septembre 2016, 3240 postes d'agents C restent vacants. Depuis 2002, 35000 postes ont été supprimés dans notre administration. Alors que les effectifs ont chuté de 25%, la charge de travail a augmenté de 25% sur la période !

Depuis 2009, 519 trésoreries ont été fermées. La DGFIP supporte à elle seule 52% des suppressions d'emplois de la Fonction publique, alors qu'elle ne représente que 6% des effectifs.

L'organisation de la pénurie précède à chaque fois les solutions miracle de Bercy, qui d'années en années précarisent un peu plus nos missions.

C'est en agissant collectivement, en restant solidaires que nous pourrons résister à ce démantèlement et inverser le rapport de force.

## **STOP AU MEPRIS DU PERSONNEL ET DES CONTRIBUABLES**

### **STOP A LA CASSE DU SERVICE PUBLIC**

### **UNIS ET DETERMINES**

### **RESTONS MOBILISES AU MOIS DE MAI**

